



Extrait du Association pour l'Économie Distributive

<http://www.economiedistributive.fr/Reduction-du-temps-de-travail>

Réduction du temps de travail

- La Grande Relève - N° de 1935 à nos jours... - De 1976 à 1987 - Année 1987 - N° 854 - mars 1987 -

Date de mise en ligne : mardi 21 juillet 2009

Date de parution : mars 1987

Copyright © Association pour l'Économie Distributive - Tous droits réservés

1. En Allemagne

Le plus puissant des syndicats d'Allemagne Fédérale, l'IGMetall, 2.500.000 adhérents, avait, en 1984, au terme d'une grève de deux mois, obtenu la semaine de salaire de 38,5 heures, sans diminution de salaire. Certes, au départ, il réclamait la semaine de 35 heures ; mais le patronat allemand ne pouvait, en Économie marchande, accepter une baisse brutale de 5 heures. Par contre, il savait que les gains de productivité acquis ou à venir, lui permettaient de céder une heure et demie sans dommage.

Ce que les faits ont démontré.

Pour le syndicat, cette brèche était tout de même une victoire : elle indiquait les objectifs, futurs, la voie à suivre. Et de fait, fin octobre 1986, la lutte repart : le nouveau président de l'IGMetall réclame 35 heures, toujours sans diminution de salaire. En revanche, pour atteindre ce but, il est prêt à faire une concession de taille aux "impératifs" du capitalisme : admettre une durée d'utilisation plus longue des machines. "Je peux m'imaginer, dit-il, que les entreprises travaillent 9, 10 ou 11 heures dans le futur au lieu de 8".

Pour le moment, le patronat refuse, même dans ces conditions. C'est de bonne guerre, car il espère bénéficier à la fois de l'allongement du travail des machines, ce qui représente un gain considérable sur le plan de l'amortissement des investissements, et traitera 37 heures par exemple.

D'autant que, sur un plan national, et même au-delà des frontières, un tel précédent risquerait de faire tache d'huile ; ce qui est admissible sur le plan de la métallurgie ne l'est sans doute pas - en Économie de marché s'entend - pour l'ensemble des salariés.

2. En France

A moins d'avoir la naïveté de croire au "grand soir distributiste" ou à la grandeur d'œuvre des capitalistes et des États qui les servent, fussent-ils sociaux-démocrates ou même "socialistes", il faut bien admettre la marche dialectique de l'Histoire. J'ai personnellement, à plusieurs reprises, dans la Grande Revue, écrit que si, par nature, j'étais plutôt révolutionnaire, par raison, je pense que des réformes ont fait et font progresser la société (attention : rien à voir avec l'esprit "réformiste").

Dans la G.R. de Décembre, je relatais la position des socialistes - et singulièrement celle de L. Fabius - face au problème du chômage ; en matière de réduction du temps de travail : quasiment rien. Le 29 octobre, au bureau exécutif du PS, L. Jospin se plaignait que le texte proposé aux sections en vue de la Convention des 13 et 14 décembre sur l'emploi revêtait une forme essentiellement interrogative ; il souhaitait qu'avant la Convention, certaines réponses soient apportées aux questions posées dans le document sur la politique de l'emploi.

Or, surprise, à la Convention, la réduction du temps de travail était à l'ordre du jour, et en bonne place. Je crois, bien qu'aucun leader du PS, bien sûr, n'y ait fait allusion, que c'est la revendication des 35 heures de l'IGMetall, formulée vers le 20 octobre, qui a précipité la prise de position du PS et l'impatience de L. Jospin. Quelle gifle en effet pour la direction si, à la tribune de la Convention, un orateur "de bas-cadre", s'appuyant sur l'exemple allemand, avait dénoncé la vacuité des projets du PS en matière de réduction du temps de travail, et ce, sous les applaudissements nourris des délégués, car ceux-ci applaudissent très fort effectivement les propositions faites en ce sens.

L'essentiel est qu'enfin "on en parle". Le plus curieux c'est que les socialistes reprennent exactement le corollaire de l'IGMetall, à savoir que cette réduction du temps de travail ne pourra être envisagée qu'avec, en contre-partie, l'allongement du temps d'utilisation des machines ; en clair, elle implique le travail en équipe. Le projet s'inscrit donc bien dans le cadre d'une Économie marchande. En fait, les propositions du PS vont moins loin que celles de l'IGMetall : d'abord, elles ne visent pas forcément à 35 heures, ensuite, elles ne sont conçues que pour être appliquées cas par cas, entreprise par entreprise. Si la réduction du temps de travail ne peut s'accompagner d'un allongement du temps d'utilisation des machines ou d'équipements, qui permette au patron de regagner ce qu'il concède, aucun

Réduction du temps de travail

accord ne s'impose. Les accords par branche (comme la métallurgie pour l'IG Metall) ou nationaux (type 39 heures en 1981) sont exclus. En bref, c'est moins audacieux.

Tout cela c'est du vent, direz-vous, ça n'a rien à voir avec ce que nous proposons ! Non, bien sûr. Mais, encore une fois, la situation que nous connaissons aujourd'hui _ protection sociale, 39 heures, congés payés, etc _ est le résultat de luttes qui durent depuis deux siècles : tout à fait arraché, rien n'a été octroyé. C'est cruel, mais c'est un constat historique. La plupart des avantages acquis, dont tous profitent, y compris les cadres et même les patrons, l'ont obtenu dans l'opposition contre la classe possédante au pouvoir.

Alors admettons que c'est une nouvelle brèche, petite certes, dans la citadelle capitaliste, qui se défend et se défendra par tous les moyens. Hélas, elle tient bon, malgré le chômage : voyez les multinationales, la Bourse... Une maison Izard peut mettre des décennies à s'écrouler.

Ce qui me paraît important, c'est que dans les 5 ou 10 ans qui viennent, de nombreux accords de cet ordre soient signés dans les plus grosses entreprises, tertiaire inclus, car il ne faut pas se faire d'illusions, ça ne sera pas valable pour les petites affaires. Les 35 heures, par exemple, finiront par s'inscrire dans les mentalités, comme s'étaient inscrites les 40 heures et l'ensemble suivra plus tard, comme cela s'est toujours produit.

Autre point important : la France n'est pas seule concernée, puisque le "vent" vient d'Allemagne et, plus précisément, de syndicats non politisés qui ne défendent que leurs seuls intérêts. Le PS, du reste, semble avoir fait un nouveau pas dans sa réflexion : il insiste sur la dimension européenne indispensable, sur le travail intersyndical qui doit y être entrepris. Il rejette "les modèles" américains et japonais ; autrement dit, il a pris conscience que ceux-ci ne peuvent rechercher qu'une "sortie à droite", c'est-à-dire duale, de la crise. Les socialistes espèrent que, petit à petit, une sortie plus humaine, plus à gauche, pourrait être envisagée par l'Europe, l'Europe ou les majorités gouvernementales sont susceptibles "d'alterner".

Réformateurs !

Ces solutions "de formes" vont peut-être faire hurler certains abondancistes. J'en ai conscience, mais j'ai dit plus haut pourquoi j'étais contraint au réalisme. Le réalisme n'est pas le pessimisme c'est peut-être le seul espoir d'une lutte longue, face aux immenses intérêts en place, intérêts qu'en 1940 le capitalisme n'a pas hésité à défendre au prix de la plus effroyable des guerres, à laquelle il faut ajouter toutes les guerres qui n'ont cessé depuis et qui ont le même but.

C'est pourquoi, je pense que la voie "réformes" est la seule qui soit optimiste ; sinon, il faut prouver que le contraire est possible.

Or, dès que nous ouvrons, dans la Grande Révolte, un débat sur la transition, nous ne recevons pratiquement aucun courrier. Par contre, de nombreux camarades nous écrivent "Pendant des décennies, j'ai lutté pour faire connaître l'Economie Distributive, aucun dirigeant ne nous écoute, rien n'avance, c'est désespérant, verrons-nous un jour... etc."

Lorsque Marx a écrit le Capital, il en a vendu 400 exemplaires.

Quand on sait ce qu'il en est advenu, il n'y a pas à désespérer de l'Economie Distributive : il faut de s'instaurer brusquement, elle chemine sournoisement, irrévérablement. Ce qu'il faut, c'est prendre les socialistes au mot, les obliger à aller plus loin, faire pression sur eux, leur écrire. Vous avez eu dans la Grande Révolte l'exemple de camarades qui ont écrit à Jospin, Fabius, Bergeron, Rocard... et leur réponse. C'est peu, mais il ne faut pas désespérer, au contraire, il faut s'acharner. "Si vous voulez être écrit, disait Montherlant, emmerdez les éditeurs". Alors, allons-y, em... les socialistes... et d'autres. Je suis absolument persuadé que ce bombardement (nos lettres, les brochures "Sortir le socialisme de la crise" envoyées à tous les députés PS et fédérations, la brochure "L'Economie libérale", etc...), appuyé par le "réflecteur" de l'IG Metall - et sans doute le rapport Taddi _ a pesé lourd dans l'évolution de la réflexion des dirigeants socialistes. Même l'idée du minimum garanti qu'ils avançaient, après d'autres groupes au niveau européen il est vrai, a été inspirée par les thèses de l'Economie Distributive, même si elle n'en est qu'une caricature. C'est un

"petit pas" que NOUS, NOS IDEES, leur avons fait faire.

Profitons de ce que le PS soit dans l'opposition : il a le temps de réfléchir aux raisons de ses échecs, il en reconnaît certaines : "Et pourtant, écrit Fabius, il est resté ce fait brut, à savoir que sur la base d'une comparaison sérieuse, le nombre des chômeurs a augmenté entre 1981 et 1986, donnant le sentiment d'un grave échec : nous fûmes battus aux élections".

Ecrivez à vos députés, aux fédérations, aux sections, envoyezleur la brochure "l'Economie Libérale", des Grande Relève" (nous en avons à notre disposition) ; car il faut avoir ceci à l'esprit :

1. La gauche ne peut espérer revenir au pouvoir qu'avec un programme crédible de lutte contre le chômage.

2. Si elle revient au pouvoir, elle n'aura plus l'excuse qu'elle s'est donnée entre 1981 et 1986, à savoir les difficultés plus grandes que prévues, une crise qui dure, l'obstruction de la droite, etc... Si elle ne résout pas le problème du chômage _ au moins d'une façon très sensible _ elle sera balayée pour longtemps. Maintenant, elle le sait.

Pour conclure, rappelons que la Convention sur l'emploi a, compte tenu des événements imprévus qu'ont constitués les manifestations étudiantes, largement convoqué la puissance de ce mouvement. Nous devons aussi y réfléchir. C'est de la jeunesse qui craint - tous les sondages le confirment - avant tout le chômage, et des chômeurs dont le nombre va continuer à croître inexorablement, que peut venir l'étincelle qui accélérerait considérablement l'évolution d'une société condamnée à terme, précipiterait les vraies formes nous rapprochant de l'Economie Distributive.